Conseil en économie et en gestion agricoles du Québec

[redacted]

Québec

Cahier de conférences

JOURNÉE SUR LA RECHERCHE EN ÉCONOMIE ET EN GESTION AGRICOLES

26 octobre 1988

Cahier de
conférences

JOURNÉE SUR LA RECHERCHE EN ÉCONOMIE ET EN GESTION AGRICOLES

26 octobre 1988

CEGAQ
Conseil en économie
et en gestion agricoles
du Québec

CORPAQ
Conseil des recherches
en pêche
et agro-alimentaire
du Québec

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Agriculture,
des Pêcheries et de
l'Alimentation

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
4e trimestre 1988
ISBN-2-551-12046-2

MOT D'OUVERTURE

DU PRÉSIDENT DU CEGAQ

PRÉSENTÉ

DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE SUR LA RECHERCHE

EN ÉCONOMIE ET EN GESTION AGRICOLES

Depuis déjà nombre d'années, un certain malaise est observable lorsque l'on aborde le thème de la recherche en général et peut-être plus encore dans le champ de l'économie et de la gestion agricole au Québec.

Au moins deux discours s'affrontent souvent sans avoir l'occasion d'être confrontés. D'un côté, le groupe des chercheurs, dont je suis, se plaient du manque de ressources consacrées à leurs activités de la part des autorités gouvernementales mais aussi, petit à petit, de la part du secteur agro-alimentaire. De l'autre côté, les organisations professionnelles questionnent la pertinence de certaines recherches, son applicabilité, en somme son utilité sociale. La première constatation qui ressort de ces observations, est bien le manque de communication et de coordination entre les instances de la recherche et celles des utilisateurs potentiels.

Il n'en demeure toutefois pas moins vrai que les ressources disponibles ont généralement fondu au cours des dernières années en même temps que les budgets des universités et des sources traditionnelles de subvention de la recherche. La réponse à ce problème de plus en plus aigu qui est maintenant amenée couramment, relève d'une certaine "privatisation" du financement de la recherche. Le rôle du gouvernement étant perçu différamment depuis quelques années, la tendance se profile de faire payer les utilisateurs pour les services qu'ils peuvent attendre. Ceci nous renvoie avec encore plus de force les questions que le milieu nous pose sur ce que l'on cherche et sur notre place dans les priorités de la société.

C'est donc pour éclaircir ces deux discours et permettre une confrontation productive que le Conseil en économie et gestion agricole du Québec (CEGAQ) a voulu s'associer au CORPAQ pour organiser cette journée de la recherche où sont présents les principaux intéressés, chercheurs, gouvernement et secteur agro-alimentaire.

Table des matières

Mot d'ouverture 3

Michel Morisset, président du CEGAQ

GESTION ET ÉCONOMIE DE LA PRODUCTION 9

Le sens des impacts d'une libéralisation des échanges sur l'allocation des ressources de deux exploitations laitières représentatives 11

Peter Calkins et Pierre Côté

Le développement de normes de santé pour les troupeaux laitiers et leur utilité comme outils de gestion 12

Denis Du Tremblay

Dairy Herd Analysis Service (DHAS) and Economic Efficiency on Quebec Dairy Farms 13

Kisan Gunjal et Andrew Nyamete

An Economic Evaluation of Barley and Wheat Production in Quebec Under Intensive Cereal Management 14

John Henning

Économie de la compaction des sols causée par la machinerie agricole au Québec 15

Gilbert Lavoie

Un système expert en gestion économique et financière de l'entreprise agricole 16

Raymond Levallois

The Potential for Production of Fuel Ethanol from Agricultural Feed-Stocks in Quebec 17

Paul Thomassin, J. Henning, L. Fischer and L. Baker

ÉCONOMIE DE LA MISE EN MARCHÉ ET POLITIQUES AGRICOLES 19

The Demand for dairy products in Quebec - Implications for Quebec 21

Osama A. Al-Zand

Planification et analyse de politiques agro-alimentaires dans les pays en développement 22

Gérard Ghersi

Développement de la production et des marchés en aquiculture 24

M. Létourneau, R. Lent, J.-C. Michaud, C. Rioux

Impact des programmes canadiens de stabilisation des revenus sur le commerce entre le Canada et les États-Unis dans le secteur du porc 25

Marielle Savard

Payements directs de l'Etat et revenu agricole, Québec 1971-1986 26

Jean-Pierre Wampach

GESTION DE L'OFFRE 27

Marché des quotas et changements structurels dans le secteur laitier québecois 29

Daniel-M. Gouin

Analyse bio-socio-économique de scénarios de gestion des pêches par quotas individuels transférables (QIT) 30

Jean-Pierre Revéret

La gestion de l'offre de ressources halieutiques 31

Hélène Tremblay - James Wilson

Impact économique de la gestion de l'offre dans le secteur de la volaille 32

Robert Romain (collaboration de Garth Coffin)

Les marchés primaires des produits agricoles et marins 33

Rebecca Lent

ÉVOLUTION SOCIO-ECONOMIQUE DE L'AGRO-ALIMENTAIRE 35

La fonction translog appliquée à l'agriculture québecoise 37

André Archer

Les facteurs d'adoption de l'insémination artificielle par les producteurs laitiers au Québc (1948-1986): question de recherche 38

Benoit Charpentier

Les grandes firmes agro-industrielles mondiales 39

Gérard Ghersi

Une approche intégrée pour l'analyse des modèles de consommation alimentaire: une application au Canada.....41

Gérard Ghersi

Analyse structurelle comparée de la production laitière canadienne, américaine et européenne 43

Serge Lebeau

Phénomène du dépérissement des érablières au Québec; une mesure économique de la réduction de la capacité de support du milieu aux activités acéricoles 44

Patrick Muzzi

Formation supérieure et relève agricole: une antinomie? 46

G.-Raymond Laliberté

LES BESOINS DE RECHERCHE DES ANNÉES À VENIR 49

Michel-Pierre Bergeron 51

Michel St-Pierre 52

Jean-Yves Lavoie 53

Message du président du CORPAQ 55

Gaston Grammond, sous-ministre adjoint à la recherche, au développement technologique et à l'enseignement

GESTION ET ÉCONOMIE DE LA PRODUCTION

Atelier d'information présenté le 26 octobre 1988

dans le cadre de la Journée sur la recherche

en économie et en gestion agricoles

TITRE DE LA CONFÉRENCE:

Le sens des impacts d'une libéralisation des échanges sur l'allocation des ressources de deux exploitations laitières représentatives du Québec.

NOM : Peter CALKINS et Pierre COTE

PRÉNOM :

ADRESSE POSTALE: Université Laval
Département d'économie rurale
Pavillon Comtois
Local 4412
Québec, Qc G1K 7P4

RÉSUMÉ:

Un contexte de libre-échange exposerait l'agriculture canadienne à un environnement macro-économique dissemblable à ce qu'il a toujours été. La protection tarifaire s'en trouverait éliminée à moyen et long terme. Par le système de gestion d'offre, le gouvernement tend à croire que le secteur laitier serait peu affecté par la politique de la libéralisation des échanges mais a-t-il raison? Il est possible de répertorier des impacts indirects de plusieurs sources allant d'une simple homogénéisation du prix des intrants agricoles à une menace à long terme de modification du système lui-même. Il est donc raisonnable de croire que le secteur laitier pourrait subir des impacts indirects malgré la pensée gouvernementale.

Par une méthodologie appropriée, il est possible de quantifier ces impacts par le biais de scénarios réalistes. Ces scénarios se bâtissent par une bonne connaissance de base de l'accord, mais aussi par l'extrapolation de ses effets indirects. Ainsi, malgré le fait que seulement deux fermes cibles soient exposées à ces scénarios, il serait déjà possible de capter les sens des impacts de la politique sur le secteur, mais aussi en neutralisant les effets de certains programmes de soutien actuellement en place, la direction de l'avantage comparatif entre les deux pays.

TITRE DE LA CONFÉRENCE: Le développement de normes de santé pour les troupeaux laitiers et leur utilité comme outil de gestion.

NOM : Du Tremblay

PRÉNOM : Denis

ADRESSE POSTALE: Université de Montréal
Faculté de médecine vétérinaire
C.P. 5000, StHyacinthe (Québec)
J2S 7C6

RÉSUMÉ:

Depuis le début des années 60, plus particulièrement au cours des 5 dernières années, les termes santé animale et médecine préventive ont fait leur apparition dans le domaine de la production laitière au Québec. Un troupeau en santé devrait théoriquement rencontrer les objectifs suivants: une production élevée, un minimum de maladies cliniques et des indices de gestion acceptables pour la reproduction, la glande mammaire et autres.

Chez un éleveur, la non rencontre des objectifs cités ci-dessus devrait amener une correction dans la gestion de son troupeau et/ou une intervention professionnelle. Une des premières difficultés de l'intervention résidera dans la mesure même des objectifs et indices divers, soit la cueillette de l'information (PATLQ, formules SVB-2, logiciels de santé vétérinaire ou roulette de régie...). On connaît encore mal les limites pouvant jouer sur ces indices lorsqu'ils sont appliqués à de petits nombres d'animaux. Dans le but de résoudre partiellement cette première difficulté, l'université de Montréal a mis sur pied un programme de recherche pour bâtir un logiciel de santé vétérinaire de deuxième génération permettant de faire une analyse et une validation préliminaires lors de la collecte des informations.

Une autre difficulté réside dans le fait que la mesure des objectifs se fait a posteriori (état de fait). Cette mesure a posteriori se conjugue mal avec le terme préventif. En collaboration avec le MAPAQ, l'université de Montréal a donc débuté une étude pour trouver des indicateurs de santé biochimiques permettant de caractériser un troupeau. Cette étude implique le suivi de 15 troupeaux pour une période d'environ 2 ans. La fréquence d'apparition de maladies cliniques, les performances de reproduction, la glande mammaire, la réforme et la production lactée des animaux sont suivis. Des analyses biochimiques exhaustives sont faites au moment du vêlage. L'hypothèse de base de cette étude est que la période péripartum, en raison du stress physiologique de la parturition et du début lactation, est idéale pour détecter toute carence chez un bovin laitier, carence influençant le comportement productif futur de l'animal. On espère que cette étude permettra d'établir des indicateurs à forte capacité prédictive permettant de rationaliser une intervention dite préventive: modifier une anomalie marginale dans la gestion du troupeau avant l'apparition d'un problème.

En conclusion, on espère que ces programmes de recherche permettront aux différents intervenants de mieux définir le concept de santé animale et son importance dans la gestion d'un troupeau laitier.

TITRE DE LA CONFÉRENCE: Dairy Herd Analysis Service (DHAS) and Economic Efficiency on Quebec Dairy Farms.

NOM	:	GUNJAL	and	NOM	NYAMETE
PRÉNOM	:	KISAN		PRENOM	ANDREW

ADRESSE POSTALE: Department of Agricultural Economics, Macdonald College, Ste Anne de Bellevue, Quebec, H9X 1C0

RÉSUMÉ:

The main objective of this research is to estimate the economic efficiency performance of Quebec dairy farmers, and to estimate the impact of the production information of DHAS on the technical and allocative efficiency of the farmers. This information would be useful in identifying ways of increasing economic efficiency with respect to DHAS. The results would also be useful in determining the effect of information on input utilization and substitution.

A stochastic production frontier on the Coub-Douglas type is used to estimate Farrell efficiency measures for the dairy farmers. The function, which is estimated by use of maximum liklihood method, is applied to 150 Quebec dairy farmers. Overall effiency values are calculated for all the farmers. The farmers are then divided into two groups: with and without the services of DHAS. The various efficiency values are then calculated for the two groups of farmers.

The preliminary results show that on average the farmers with DHAS have higher efficiency than those without. The results also show that those farmers with DHAS used more advanced technology than those without. The results show further that significant reduction in costs could be made if farmers used information efficiently. This research suggests therefore that potential gains from information exist. It is found however that information alone does not result in higher efficiency; farmers ability to use information is equally critical.

TITRE DE LA CONFERENCE:

An Economic Evaluation of Barley and Wheat Production in Quebec Under Intensive Cereal Management

NOM : Henning

PRENOM : John

ADRESSE POSTALE : Dept. of Agricultural Economics Macdonald College of McGill University Ste. Anne de Bellevue H9X 1C0

RESUME:

Intensive Cereal Management (ICM) is a yield and quality increasing crop technology which has been used for some time in Europe with success. Quebec producers are interested in this new technology, however they need to be confident that it will be profitable, and know how profits will be affected by variations in yields and prices.

If Quebec producers can profitably adopt ICM, this will contribute to improving the level of provincial self-sufficiency in grains and ultimately benefit the entire grain-livestock economy. Quebec still imports substantial volumes of grains, feed ingredients and feed mixes from the rest of Canada and elsewhere.

Studies of ICM applied to barley and wheat production in other parts of Canada indicate ICM has the potential to increase profitability, but researchers emphasize that results are location specific and yield variability is high. In Canada, field research on ICM is ongoing, yet apart from some studies based on simple budgeting, there has been little research that examines the economics of ICM in Canada and none specific to the Quebec.

This study involves the development of an appropriate methodology to assess the economics of ICM, the collection of field data from Quebec (and other regions), and the analysis of the economics in the Quebec situation. This analysis will identify the most important factors affecting ICM profitability and make recommendations which will help to guide agronomic research aimed at adapting ICM to the Quebec situation.

The study is proceeding via four steps:

1. collection of field data on the application of ICM to barley and wheat in Quebec, and elsewhere

2. development of an appropriate methodology to assess the economics of ICM including agronomic and economic relationships,

3. determine the profitability of ICM for the Quebec producer,

4. make recommendations which can guide future agronomic and economic research on ICM.

TITRE DE LA CONFÉRENCE: **Économie de la compaction des sols causée par la machinerie agricole au Québec**

NOM : **Lavoie**

PRÉNOM : **Gilbert**

ADRESSE POSTALE: **3410 St-Joseph est, app. 8,**
Montréal (Québec)
H1X 1W6

RÉSUMÉ:

La compaction des sols qui se définit comme l'accroissement de la densité apparente du sol, est considérée comme la principale cause de dégradation des sols au Québec. Selon la source, les pertes annuelles attribuées à celle-ci sont évaluées entre $ 30 millions et $ 100 millions.

Une étude a été réalisée de façon à déterminer les implications économiques de la compaction des sols causée par la machinerie agricole. Le but de cette étude était d'évaluer les pertes de rendements à la ferme et de déterminer un plan de production optimal pour une ferme spécialisée en grandes cultures au Québec. Les facteurs considérés étaient le type de soil et de culture, les conditions météorolcgiques, la grosseur du tracteur, le nombre de passages, la méthode culturale ainsi que la superficie de la ferme.

A partir d'expériences qui ont été exécutées sur un sol argileux avec du maïs-grain et du maïs-fourrager et sur un sol loam-argileux avec des pois de conserverie, il a été possible d'estimer pour ces cultures les pertes de rendements à la ferme durant des années humides, moyennes et sèches. Les résultats obtenus indiquent que les pertes de rendements sont: 1) plus importantes avec les petits tracteurs qu'avec les gros, 2) plus élevées durant les années humides que sèches et 3) plus élevées pour un nombre de passages plus grands.

Des plans de production optimals ont été déterminés à l'aide de modèles de programmation linéaire. Peu importe la superficie de la ferme et les conditions météorologiques, le maïs-grain cultivé de façon conventionnelle sur un sol argileux a généré des revenus supérieurs: au maïs-grain cultivé en rotation avec du foin, au maïs-grain cultivé avec une méthode de travail minimal du sol, au maïs-fourrager indépendamment de la méthode culturale, et au céréales cultivées de façon conventionnelle. Pour les pois de conserverie cultivés sur un sol loam-argileux, les méthodes optimales de production sont la rotation pour une année moyenne et la monoculture pour une année sèche. De plus, les résultats indiquent que la grosseur optimale de tracteur est plus élevée durant les années humides et pour les fermes de plus grande superficie.

TITRE DE LA CONFÉRENCE: UN SYSTÈME EXPERT EN GESTION ECONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE L'ENTREPRISE AGRICOLE

NOM : LEVALLOIS

PRÉNOM : RAYMOND

ADRESSE POSTALE: Pavillon Paul-Comtois, Économie rurale
F.S.A.A., Université Laval
QUÉBEC Qc
G1K 7P4

RÉSUMÉ:

Il s'agit d'un projet de deux ans financé par le CORPAQ et dont la réalisation en est à ses tout début. Tout d'abord rappelons ce qu'est un Système Expert (une branche de l'intelligence artificielle).

Un système expert est un système informatique capable de réaliser une analyse ou un diagnostic dans un domaine déterminé d'une qualité proche de celle faite par un spécialiste de ce même domaine. Ainsi on emmagasine dans l'ordinateur non plus des données comme c'est le cas le plus souvent actuellement mais des connaissances. On parle d'ailleurs de "bases de connaissances" par opposition à "base de données". Enfin des programmes spécialisés (moteurs d'inférence) utilisent ces connaissances en simulant si on peut dire le raisonnement d'un spécialiste ou expert pour analyser les cas soumis.

Notre projet consiste à concevoir un Système Expert capable de réaliser une analyse économique et financière d'une entreprise agricole à partir:

- de données comptables et quelques données sur les ressources disponibles
- des données qualitatives (objectifs de l'agriculteur en particulier).

Ce système expert identifiera les points faibles et fera des recommandations pour améliorer la situation s'il y a lieu en fonction des objectifs de l'agriculteur

Une première expérimentation commencera dès cet hiver 88-89.

TITRE DE LA CONFERENCE:
The Potential for Production of Fuel Ethanol from Agricultural Feed-Stocks in Quebec

NOM : Thomassin

PRENOM : Paul
(with J. Henning, L. Fischer and L. Baker)

ADRESSE POSTALE: Macdonald College of McGill University
Department of Agricultural Economics
21,111 Lakeshore Road
Ste. Anne de Bellevue, Que., H9X 1C0

RESUME:
The Federal Government has called for the elimination of lead in transportation motor fuels by 1990. At the present time lead is used as an octane enhancer in these fuels. This has stimulated a search for other products which will provide the needed octane boost for gasoline.

Ethanol is one of the octane enhancers being considered, and considerable research has been directed at the production of ethanol from agricultural products. In addition to providing a domestic renewable resource for ethanol production, this also offers new opportunities to the agricultural sector that could result in higher levels of income for farmers.

Most past research has focused on the use of grains as feed-stocks, and has shown the economic viability to be questionable. Jerusalem Artichoke (Helianthus tuberoses) could potentially be used to produce ethanol at a lower cost. Jerusalem Artichoke provides a much higher yield of ethanol per hectare than most grains and can be grown on marginal lands.

The research project will study the economic feasibility of Jerusalem Artichoke as a feed-stock for the production of ethanol. Included in this section of the project will be a review of the important agronomic information which will influence production, potential uses of by-product for animal feed as well as the impact of various processing techniques. An estimate of production and processing costs will be made as well as a sensitivity analysis on the important economic variables.

The second part of the project will estimate the macroeconomic impact of a fuel ethanol sector based on Jerusalem Artichoke. A modified version of the Statistics Canada Input-Output model will be used to estimate the impact on industrial output, employment and gross domestic product based on the production and processing technology identified as being the most efficient.

ÉCONOMIE DE LA MISE EN MARCHÉ ET POLITIQUES AGRICOLES

Atelier d'information présenté le 26 octobre 1988

dans le cadre de la Journée sur la recherche

en économie et en gestion agricoles

TITRE DE LA CONFÉRENCE:

"The Demand for dairy products in Canada - Implications for Quebec"

NOM : Al-Zand

PRÉNOM : Osama A.

ADRESSE POSTALE: Dépt. d'economie rurale
Université McGill
Collège Macdonald
Ste. Anne de Bellevue, P.Q. H9X 1C0

RÉSUMÉ:

In 1986/87, it is estimated that 83 percent of Canadian industrial milk shippers were located in Quebec. These dairy farmers contributed almost 50 percent of all industrial milk sold in Canada. Consumer demand for dairy products derived from industrial milk has undergone drastic changes over the last twenty-five years. Most significant was the reduction in per capita consumption of butter from 7.2 kilograms in 1961 to 3.98 kilograms in 1986. Meanwhile consumption of fulid milk has remained constant while that of variety cheeses, special cheeses as well as cheddar and yogurt has shown a substantial growth. However, the growth in demand for these products is becoming increasingly constrained by the pricing regulations affecting both milk allocation and consumption. Greater economic benefits can be derived by Quebec dairy farmers when a larger proportion of industrial milk is allocated to the production of dairy products experiencing an increasing demand.

TITRE DE LA CONFÉRENCE: Planification et analyse de politiques agro-alimentaires dans les pays en développement

NOM : GHERSI

PRÉNOM : Gérard

ADRESSE POSTALE: Université Laval
Département d'économie rurale
Pavillon Comtois
Sainte-Foy (Québec)
G1K 7P4

RÉSUMÉ:

Un projet est en cours et deux autres projets en préparation dans ce domaine de recherche. Le projet en cours consiste à mettre en place et animer un groupe de réflexion sur les stratégies et les politiques alimentaires sur le Sahel (groupe SPAS). Ce groupe a reçu une triple responsabilité:

- promouvoir l'accumulation des informations et des expériences pertinentes en matière de stratégies et de politiques alimentaires;
- animer une réflexion sur les politiques et les stratégies alimentaires au Sahel, impliquant les responsables de ces politiques sur le terrain et certains partenaires canadiens;
- améliorer les outils et les pratiques d'élaboration de ces stratégies, de conception et de mise en place de ces politiques.

Le groupe SPAS a commencé à fonctionner en octobre 1987. Il regroupe aujourd'hui une trentaine de professeurs, chercheurs et étudiants de l'Université Laval. Les départements représentés sont: Anthropologie, Economie rurale, Economique, Géographie, Médecine Sociale et Préventive, et Nutrition. Il comprend aussi une trentaine d'institutions d'enseignement, de recherche et d'élaboration de stratégies et de politiques alimentaires, dont la plupart sont localisées au Sahel.

Durant l'année 1987/88, la cellule SPAS a mené diverses activités dans le domaine de la réflexion, de la collecte de l'information et de la documentation.

Un séminaire mensuel a été tenu, présenté par un membre de la cellule SPAS ou par un invité. Outre une présentation orale devant les membres de la cellule, chaque conférencier a préparé un document de travail. Huit documents ont été préparés dont sept ont déjà été publiés et sont disponibles.

Quatre groupes de travail ont été formés sur les thèmes de recherche suivants:

- systèmes de production;
- consommation-nutrition;
- systèmes de commercialisation et analyse de marchés;
- impact des politiques macro-économiques sur la situation et les politiques agro-alimentaires.

Les trois premiers groupes s'intéressent aux objectifs, aux contraintes et aux comportements de trois types d'acteurs au niveau micro: les producteurs, les consommateurs, et les commercants. Le quatrième groupe a une perspective plutôt macro du système agro-alimentaire et de ses relations avec le reste de l'économie. Chaque groupe a identifié des sujets possible de recherche.

Une recherche bibliographique a été conduite sur les thèmes des quatre groupes de travail, orientée principalement vers les pays du Sahel.

Une base de données chiffrées a été élaborée pour l'analyse de la situation alimentaire des pays sahéliens. Elle reprend les principaux indicateurs de population, de production agricole et totale, de commerce extérieur, de consommation, d'état sanitaire et scolaire, et des bilans alimentaires pour les pays du Sahel des années 60 au milieu des années 80.

Fin avril et début mai 1988, le directeur du groupe SPAS, Gérard Ghersi, et le coordinateur du groupe SPAS, Frédéric Martin, ont effectué une mission au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal. Cette mission a permis d'identifier et de rencontrer les principales équipes d'étude, de recherche et d'enseignement dans le domaine des SPAS, et en particulier des partenaires potentiels et des projets conjoints de recherche possibles. L'accueil a été favorable dans toutes les institutions rencontrées et deux projets possibles de recherche ont été identifiés:

- un avec le CEDRES (Centre de Documentation, de Recherches Economiques et Sociales) de l'Université de Ouagadougou sur la mise en place d'observatoires ruraux pour étudier les stratégies paysannes;
- un avec le CILSS (Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel) pour les aider à analyser les données nécessaires à l'élaboration des politiques alimentaires. Le logiciel de planification agro-alimentaire CAPPA développé sous la direction de la FAO serait utilisé pour simuler l'évolution du secteur agro-alimentaire des pays sahéliens avec différentes stratégies alimentaires.

Les activités prévues du groupe SPAS en 1988/89 sont les suivantes:

- tenue de séminaires mensuels;
- publication de documents de travail;
- préparation d'un annuaire du groupe SPAS;
- préparation d'un séminaire sur les SPAS au Sahel prévu pour l'été 89.
- mise sur pied de projets de recherche. Ceci concerne en particulier les deux projets identifiés pendant la mission Ghersi-Martin et mentionnés plus haut: un projet avec le CEDRES et un projet avec le CILSS.

TITRE DE LA CONFÉRENCE: Développement de la production et des marchés en aquiculture

NOM : M. Létourneau - R. Lent - J.C. Michaud - C. Rioux

PRÉNOM :

ADRESSE POSTALE: GERMA, UQAR
300, allée des Ursulines
Rimouski (Québec)
G5L 3A1

RÉSUMÉ:

Les recnerches ont porté sur trois themes: les performances de l'industrie truiticole, le zonage aquicole et la régulation des marchés. L'objectif de cette communication est de présenter brièvement les principaux résultats de ces travaux.

A partir de données d'enquête auprès de 30 pisciculteurs qui avaient un chiffre d'affaires supérieur à 32 000 $ en 1985, la rentabilité des exploitations est modeste en comparaison de celle obtenue en Ontario. Deux facteurs peuvent expliquer ce phénomene. D'une part, des coûts de production élevés souvent en relation avec les conditions climatiques, d'autre part un faible volume de vente suite a une forte concurrence de produits importés. De plus, les rendements a l'echelle sont constants. Ce résultat doit, cependant, être nuancé puisqu'il dépend de l'échantillon retenu, de la forme fonctionnelle de la fonction de production et du faible nombre de producteurs par type de production.

Le zonage aquicole dont l'objectif est de protéger les espèces indigènes, principalement les salmonides, divise le territoire en trois zones, la zone 1 étant le nord de la Province, la zone 3 le sud du Québec et le reste du territoire la zone 2. L'impact sur l'industrie se manifeste par des tailles d'entreprises beaucoup plus faibles dans les zones où les contraintes sont les plus fortes. De plus, il ne permet pas d'atteindre les objectifs, les Provinces ou Etats voisins ayant une politique d'introduction d'espèces exotiques plus laxiste. A partir d'un modèle de non-rétroaction critique, les auteurs montrent qu'en contrôlant le nombre de poissons exotiques introduit par période de temps et en favorisant la pêche sportive de ces especes, on atteindrait l'objectif plus efficacement.

L'aquiculture est l'objet d'interventions gouvernementales de plus en plus soutenues, le developpement de l'industrie se faisant lentement. Des contraintes techniques et environnementales freinent l'expansion de l'industrie aquicole. Cependant, un ensemble de mesures institutionnelles fondées sur les mécanismes de marché peut aider l'industrie à surmonter ces handicaps. Or, la plupart des mesures utilisées dans une industrie relativement similaire, l'agriculture, ont des effets souvent négatifs pour l'ensemble de la société. A partir d'une revue de la littérature théorique et empirique sur l'intervention gouvernementale en agriculture et en tenant compte des caracteristiques de l'industrie aquicole, il semble que l'ensemble des mécanismes de regulation le plus souhaitable du point de vue de l'industrie et de la societe soit une forme de plan conjoint sans rationnement de l'offre.

TITRE DE LA CONFÉRENCE: Impact des programmes canadiens de stabilisation des revenus sur le commerce entre le Canada et les Etats-Unis dans le secteur du porc

NOM : SAVARD

PRÉNOM : Marielle

ADRESSE POSTALE: 10230, rue de St-Firmin, app. 2
Montréal (Québec)
H2B 2G7

RÉSUMÉ:

En 1985, un tarif compensatoire de 4,3 cents par livre a été imposé sur les porcs vivants canadiens exportés au Etats-Unis. En effet, le NPPC (National Pork Producers Council) américain prétend que les programmes canadiens de subventions stimulent la production et les exportations. Ce tarif a été coupé de moitié à 2,2 cents par livre en juin 1988.

Dans le cadre des négotiations multilatérales du GATT, le Canada propose que seules les subventions ayant un effet de distortion sur les exportations soient incluses dans les études comparatives sur l'implication de l'Etat dans l'agriculture. Pour faire une telle distinction, il faut pouvoir mesurer l'impact de nos politiques agricoles sur nos relations commerciales avec les pays membres.

Les programmes de stabilisation des revenus sont les subventions directes les plus importantes dont bénéficient les producteurs de porc canadiens. Il est donc primordial d'évaluer leur impact sur la production et les exportations. A ce sujet il n'existe pas de consensus au sein de la communauté scientifique. Certains chercheurs croient que les programmes de stabilisation motivent les agriculteurs à augmenter la production; d'autres avancent que ces programmes ont peu d'effet sur la production.

Cette étude analysera le problème à l'aide d'un modèle sur le commerce international. Ce modèle économétrique comprend cinq équations: l'équation du prix à l'exportation, l'offre excédentaire canadienne, la demande excédentaire américaine et deux identités. Des variables auxilières seront incorporées pour tenir compte des programmes de stabilisation des grains. L'alimentation étant le coût principal dans la production porcine, il est probable que les subventions gouvernementales dans le secteur des céréales influencent la production porcine. La période d'étude s'étend de 1968 à la fin juin 1986, moment où le programme tripartite de stabilisation des revenus est entré en vigueur. Des données semi-annuelles seront utilisées.

TITRE DE LA CONFÉRENCE:

"Payements directs de l'Etat et revenu agricole, Québec 1971-1986".

NOM: Wampach
PRÉNOM: Jean-Pierre
ADRESSE POSTALE: Département d'économie rurale, F.S.A.A., Université Laval, Québec, G1K 7P4.

RÉSUMÉ:

Au Québec, l'intervention directe de l'Etat aux plans fédéral et provincial pour stabiliser ou augmenter le revenu net total agricole était de 30% de ce revenu en 1986. Quel est l'effet des payements directs relativement aux autres déterminants immédiats du niveau de vie des agriculteurs? Pour répondre à cette question, les facteurs de la croissance ou du déclin du revenu net réel par agriculteur ont été identifiés à partir de quatre identités macro-économiques reliées à la production et au revenu agricoles(revenus non-agricoles exclus) . On a construit des comptes macro-économiques de croissance afin de mesurer les contributions des 9 facteurs identifiés au taux de croissance du revenu pour la période 1971-1986. Le taux annuel moyen de croissance du revenu net réel par agriculteur (exploitants et travailleurs non payés) est de 8,40 % pour la période 1971-1986 et de 3,27% pour la période 1976-1986. La productivité nette du travail est le principal facteur de la croissance du pouvoir d'achat des agriculteurs. Les intérêts et les salaires ont contribué à réduire l'effet positif de la productivité. Les autres facteurs - impôts,loyer agricole, variations de stocks- ont peu d'influence sur le revenu. Les payements directs de l'Etat ont contribué à 32% de la croissance du revenu pour la période 1971-1986 et à 27% pour la période 1976-1986. Les termes de l'échange (rapport entre les prix reçus et les prix payés) ont une influence positive au cours de la période 1971-1986 et négative durant les années 1976-1986. Sans les gains de productivité du travail, le niveau de vie moyen des agriculteurs aurait crû de 2,10% l'an pendant la période 1971-1986; il aurait diminué de 4,34% l'an au cours des années 1976-1986.

GESTION DE L'OFFRE

Atelier d'information présenté le 26 octobre 1988

dans le cadre de la Journée sur la recherche

en économie et en gestion agricoles

TITRE DE LA CONFÉRENCE : Marché des quotas et changements structurels dans le secteur laitier québécois.

Nom : GOUIN
Prénom : Daniel-M.
Adresse : Département d'économie rurale
Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation
Université Laval, Sainte-Foy (Québec), G1K 7P4

RÉSUMÉ : Depuis le début des années 1970, la politique laitière canadienne s'est articulée autour d'un contingentement strict de la production. Cette politique s'est accompagnée d'une restructuration massive et d'une concentration continue du secteur de production laitière. L'objectif général de la recherche est d'étudier les fondements économiques de cette restructuration sous l'angle des effets qu'on pu y exercer les différents modes d'allocation des quotas entre producteurs.

L'analyse de la réglementation québécoise en matière de transfert de quotas montre : une évolution continue vers un système de plus en plus libéral d'échange de quotas; une orientation de l'évolution structurelle laissée presque totalement au marché des quotas.

L'approche néo-marginaliste, dominante dans la littérature économique nord-américaine sur le sujet, explique la concentration du secteur résultant du marché des quotas par des différences de coûts marginaux de production au niveau individuel. Dans la présente recherche, les résultats obtenus de calculs économiques, réalisés à partir de la banque de données du GREPA sur les coûts de production du lait, démontrent que ce n'est pas l'analyse des coûts unitaires qui peut expliquer la rationalité des producteurs laitiers québécois sur le marché des quotas.

Par contre, tous les indicateurs convergent pour montrer que les aspects dimension et revenu (et aussi les rendements techniques et le niveau technologique qui y sont étroitement liés) sont beaucoup plus performants pour expliquer la croissance des exploitations laitières, leur possibilité de reproduction et l'évolution structurelle du secteur laitier québécois qui en découle.

TITRE DE LA CONFÉRENCE: Analyse bio-socio-économique de scénarios de gestion des pêches par quotas individuels transférables (QIT)

NOM : Revéret

PRÉNOM : Jean-Pierre

ADRESSE POSTALE: C.P. 8888, Succursale A
Montréal (Québec)
H3C 3P8

RÉSUMÉ:

Notre projet a pour but principal d'évaluer les effets bio-socio-économiques de la mise en place de quotas individuels transférables (QIT) sur la pêcherie de morue du golfe du St-Laurent. Dans le cadre de cette étude, les pêcheurs, les producteurs, leurs associations ainsi que les gestionnaires ont été consultés sur les différentes façons d'implanter un programme de QIT. En effet, les impacts d'un système de QIT sur les secteurs primaire et secondaire varieront selon les choix réglementaires effectués par les gestionnaires lors de l'introduction des quotas. Nous examinerons ici les scénarios d'introduction des quotas individuels tels que proposés par les producteurs (transformateurs) de poisson de fond de la Gaspésie. Ces scénarios auront des effets différents sur le secteur de la transformation et sur ses liens avec les pêcheurs. Evidemment, le système de quotas individuels retenu par les gestionnaires prendra en compte les intérêts des différents intervenants du secteur.

TITRE DE LA CONFÉRENCE: La gestion de l'offre de ressources halieutiques

NOM : Tremblay - Wilson

PRÉNOM : Hélène - James

ADRESSE POSTALE: GERMA, Université du Québec à Rimouski
300, allée des Ursulines
Rimouski (Québec)
G5L 3A1
Tél.: (418) 724-1585 724-1576

RÉSUMÉ:

Six projets de recherche ont vu le jour ou ont été terminés depuis l'été 1987, concernant différents aspects reliés à la gestion de l'offre des ressources halieutiques. Il s'agit:

1° de l'impact des quotas individuels aux pêcheurs du Québec. Deux scénarios y sont développés: le premier concerne des quotas transférables que le ministère des Pêches et des Océans vendrait au prix de marché aux pêcheurs; le second traite de quotas annuels décernés aux pêcheurs en fonction de critères internes du Ministère, et non transférables. Les impacts relatifs des deux scénarios sont décrits à l'aide de la méthodologie propre à la théorie économique des pêches. Ce projet, mené par Hélène Tremblay, est terminé depuis décembre 1987.

2° d'une monographie des pêcheries commerciales de poisson de fond au Québec. Elle met l'accent sur le comportement du gouvernement fédéral comme gestionnaire des ressources en mer, et sur celui des pêcheurs en tant qu'offreurs sur les marchés portuaires. L'étude a fait l'objet d'une publication GERMA en 1988, et a été réalisée sous la direction d'Hélène Tremblay.

3° d'une analyse de l'émergence d'un secteur aquicole en tant que phénomène basé sur l'évolution des marchés pour le poisson immature (oeufs de poisson) et pour le poisson mature (les marchés portuaires). L'étude, menée conjointement par J. Wilson et H. Tremblay, tente de mettre l'accent sur les interactions entre l'industrie des pêcheries commerciales et l'industrie aquicole. Commencé en juin 1988, le projet devrait se terminer en 1990.

4° de l'analyse des programmes de licences accordées aux bateaux de pêche, quant à leur pertinence comme mesure pour exploiter les stocks en mer à leur niveau optimal. Il s'agit d'une analyse théorique, par H. Tremblay, qui devrait paraître d'ici la fin de 1988.

5° d'une analyse des politiques et programmes les plus utilisés en vue d'aménager les pêcheries domestiques de différents pays côtiers. Cette analyse, qui s'accompagne d'une présentation des fondements théoriques devant supporter de telles interventions, est rédigée sous forme de manuel pédagogique. Le projet est sous la supervision de Mme H. Tremblay, réalisé par MMe S. Sekkat, étudiante à la Maîtrise en gestion des ressources maritimes de l'UQAR. Le manuel devrait être disponible au début de 1989.

6° d'une estimation économétrique de la valeur des stocks en mer, avant qu'ils ne soient pêchés. L'espèce choisie est le stock de morue 4Rs-3Pn. L'estimation permet également d'évaluer le nombre de bateaux, le volume de captures par bateau et la taille du stock à laisser en mer pour que la gestion du stock soit «optimale». Le concept d'optimalité renvoie ici aux fondements de la théorie économique des pêches. Mme H. Tremblay supervise ce projet réalisé par M. Ricardo Molinet, étudiant à la Maîtrise en gestion des ressources maritimes de l'UQAR. Date prévue de la fin du projet: décembre 1988.

TITRE DE LA CONFÉRENCE: **IMPACT ECONOMIQUE DE LA GESTION DE L'OFFRE DANS LE SECTEUR DE LA VOLAILLE**

NOM : ROMAIN

PRÉNOM : Robert (collaboration de Garth Coffin)

ADRESSE POSTALE: Département d'économie rurale
Université Laval
Pavillon Comtois, Local 4412
G1K 7P4

RÉSUMÉ:

La gestion de l'offre existe dans plusieurs productions au Canada. Elle fut initialement proposée pour contrer certaines imperfections du marché et pour stabiliser les prix et revenus des producteurs. C'était donc une réponse des agriculteurs pour diminuer les différents risques du secteur.

Une étude récente sur la performance du secteur de la volaille au Canada s'est penchée sur différentes mesures de risque et a évalué son impact sur les niveaux de production du poulet. En comparant trois périodes, soit celle avant la mise en place de la gestion de l'offre au niveau provincial(1): 1966-1971; celle avec gestion de l'offre au niveau provincial(2): 1972-1978; et celle faisant suite à l'établissement de l'Office canadien et commercialisation des poulets(3): 1979-1986, les résultats préliminaires pour le Québec sont les suivants:

- La variabilité des prix reçus par le producteur (dollars constants) était similaire pour les périodes (1) et (3) quoiqu'une variabilité beaucoup plus grande fut observée au milieu des années 1970;

- La variabilité de la production a significativement diminué suite à la mise en place de l'OCCP. De plus, la variabilité de la production est maintenant comparable à celle observée aux Etats-Unis, ce qui n'était pas le cas avant 1979;

- La variabilité de la marge brute totale du secteur a également diminué comparativement aux périodes précédant 1979.

En ce qui a trait à l'impact de cette réduction du risque sur les niveaux de production, deux scénarios furent analysés. Le premier scénario fait l'hypothèse que le niveau d'instabilité de la période de 1974-78 aurait été le même pour la période 1982-86. Les résultats montrent que le niveau moyen de production aurait été 6.4% à 8% moindre que celui effectivement observé. Le deuxième scénairo suggère que le niveau de production pour la période 1981-85 aurait été environ 4% moindre si le risque avait été le même que celui observé aux Etats-Unis.

En ce qui a trait à un transfert du risque de la part des producteurs aux transformateurs, plusieurs indices montrent que ça ne semble pas s'être produit. Les consommateurs, cependant, n'ont pas bénéficié de la gestion de l'offre et continuent de payer le poulet beaucoup plus cher que les consommateurs américains.

TITRE DE LA CONFÉRENCE:

LES MARCHES PRIMAIRES DES PRODUITS AGRICOLES ET MARINS

NOM : LENT

PRÉNOM : Rebecca

ADRESSE POSTALE: Département d'économie rurale
Université Laval

RÉSUMÉ:

Parmi les facteurs qui jouent un rôle dans la détermination du revenu d'un pêcheur ou d'un agriculteur, le prix qu'il reçoit pour sa production est primordial. Ce prix est déterminé de plusieurs façons, selon la structure du marché primaire, le degré d'information disponible aux intervenants et, surtout, l'intervention gouvernementale.

La recherche sur le fonctionnement des marchés primaires pour les produits agricoles et marins est donc d'une grande importance autant pour les producteurs que pour les responsables des politiques qui touchent ces marchés.

Il existe bon nombre de similarités entre le secteur de la pêche et celui de l'agriculture. La survie de ces deux industries primaires est le point central de la survie de certaines populations de régions souvent isolées et avec peu de mobilité des ressources. Qui plus est, il s'agit de deux secteurs très affectés par des paramètres exogènes et aléatoires, tels le climat, la concurrence étrangère, des marchés non-concurrentiels, une demande instable, et la politique agricole elle-même.

Cependant, lorsqu'on analyse plus profondément les politiques affectant les marchés primaires de ces deux secteurs, les similarités s'arrêtent et les différences apparaissent. Les producteurs agricoles sont protégés par toute une gamme de politiques d'intervention dans le marché primaire, tels les plans conjoints avec et sans gestion de l'offre. Ainsi, si le producteur de lait au Québec est assuré de recevoir un prix qui couvrira ses coûts de production, un pêcheur n'a jamais de prix garanti, ni d'assurance récolte. Il est à souligner cependant que malgré le manque d'intervention directe dans le marché au débarquement, il y a un nombre important de politiques indirectes dans ce secteur. Ainsi, les transformateurs canadiens se sont vu imposer un droit compensatoire de 5,2%, il y a deux ans par l'International Trade Commission des Etats-Unis suite au calcul des aides indirectes aux pêcheurs et aux transformateurs.

Le défi pour l'économiste qui étudie ces marchés primaires est donc l'évaluation du fonctionnement et de la performance de ces marchés en identifiant les politiques qui permettront une rationalisation des marchés, tout en minimisant l'impact pour le consommateur et pour la libéralisation des échanges de produits agricoles et marins.

ÉVOLUTION SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'AGRO-ALIMENTAIRE

Atelier d'information présenté le 26 octobre 1988

dans le cadre la Journée sur la recherche

en économie et en gestion agricoles

TITRE DE LA CONFÉRENCE: «La fonction translog appliquée à l'agriculture québécoise».

NOM : ARCHER

PRÉNOM : André

ADRESSE POSTALE: 1115 de l'Esperanto, Trois-Rivières
(Québec) G8Y 2R3 ou
C.P. 500, UQTR,
Trois-Rivières (Québec) G9A 5H7

RÉSUMÉ: Les principales études empiriques conduites sur le processus de production et la productivité des intrants dans l'agriculture ont, dans la plupart des cas, recours jusqu'à tout récemment à la fonction de production de type Cobb-Douglas: Heady et Shaw (1954); Griliches (1964); Wampach (1967); Archer (1979 et 1981). Mais, malgré des avantages, cette fonction présente de nombreux inconvénients quand il s'agit d'estimer l'élasticité partielle de substitution entre deux facteurs de production.

Cette étude utilise la fonction translogarithmique (translog) pour dériver les élasticités partielles de substitution de long terme des facteurs entrant dans l'agriculture québécoise. Avec cette fonction, en effet, on peut obtenir des coefficients d'élasticité partielle de substitution différents de l'unité et variables selon le niveau d'usage des facteurs de production. D'après leurs valeurs et signes, on peut identifier ceux qui sont substituts et ceux qui sont complémentaires.

Quelque soit l'objectif visé par les pouvoirs publics, aucune politique concernant l'allocation des ressources à l'intérieur du secteur agricole ou entre ce secteur et le reste de l'économie ne peut ignorer les possibilités techniques de substitution entre les facteurs de production. Selon les buts poursuivis, on peut développer des stratégies visant à encourager ou à décourager, dépendant du cas, la substitution entre des intrants.

TITRE DE LA CONFÉRENCE: "Les facteurs d'adoption de l'insémination artificielle par les producteurs laitiers au Québec (1948-1986): questions de recherche"

NOM : Charpentier

PRÉNOM : Benoit

ADRESSE POSTALE: 52 Union, C.P. 67, St-Charles sur Richelieu. J0H 2G0.

RÉSUMÉ:

En une quarantaine d annees les agriculteurs quebecois ont adopte massivement la technologie d insemination artificielle des bovins laitiers. Nous pouvons aujourd hui parler d adoption complete de cette technologie.

Les necessaires emprunts pour acheter ou ameliorer une ferme obligent des previsions budgetaires, donc une vue prospective de l entreprise. Dans cette demarche, l insemination artificielle est un "noyau" technique auquel se greffe d autres technologies. L insemination artificielle contribue a augmenter les revenus d une ferme laitiere en augmentant la productivite moyenne du troupeau. Elle conduit a une reorganisation de tout le systeme de production et est donc au centre d un systeme technique.

Essentiellement, les gains anticipes poussent les agriculteurs a adopter l insemination artificielle et les technologies adjacentes.

Cette recherche a ete effectuee dans le cadre d un cours d analyse economique du changement technologique dispense par Christian De Bresson, Ph.D.en economie, professeur a l Universite Concordia et chercheur au Centre de Recherche en Developpement Industriel et Technologique (CREDIT).

TITRE DE LA CONFERENCE Les grandes firmes agro-industrielles mondiales

NOM : GHERSI

PRÉNOM : Gérard

ADRESSE POSTALE:
Université Laval
Département d'économie rurale
Pavillon Comtois
Sainte-Foy (Québec)
G1K 7P4

RÉSUMÉ:

C'est au début des années 1970, qu'a été créé à l'Université de Montpellier (France), à l'initiative du professeur Louis Malassis, le premier département d'économie agro-alimentaire. L'approche était alors tout à fait nouvelle et faisait une large place à l'analyse des faits touchant l'alimentation dans le contexte international.

Parmi ceux-ci, on ne pouvait ignorer le rôle des grandes entreprises multinationales qui, par leurs structures et leurs décisions, constituent l'un des éléments moteurs les plus stratégiques du développement et de la transformation du secteur de l'alimentation dans la plupart des régions du monde.

Dès 1972, était créée, par une équipe de chercheurs de Montpellier, une base de données sur les principales firmes agro-alimentaires mondiales. Ce fichier s'est progressivement enrichi:

- d'une part en y incorporant chaque année les informations nouvelles recueillies sur la vie des firmes, directement auprès d'elles à travers les firme spécialisée.

- d'autre part en affinant progressivement sa structure pour la faire correspondre aux objectifs d'analyse recherche; c'est ainsi qu'à partir de 1980, les classements sont faits à partir du chiffre d'affaires agro-alimentaire de ces grands groupes et non pas de leur chiffre d'affaires total.

Ayant été associé dès le début de ce projet à Montpellier, nous avons continué de travailler au développement et à l'analyse d'Agrodata. Aujourd'hui, une coopération étroite est établie entre l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier et le Département d'économie rurale de l'Université Laval qui jette les premières bases nord américaines de cet observatoire agro-alimentaire mondial.

Actuellement, le fichier d'Agrodata dont l'accès a été automatisé sur micro-ordinateur renferme plusieurs centaines de milliers d'information primaires sur les 150 plus grandes firmes agro alimentaires mondiales et sur leurs filiales.

Il fait l'objet tous les deux ans d'une publication scientifique intitulée: "Les cent premiers groupes agro-industriels mondiaux" qui traduit les grandes évolutions de ces firmes et qui analyse ces transformations au niveau mondial.

TITRE DE LA CONFERENCE: Une approche intégrée pour l'analyse des modèles de consommation alimentaire:

une application au Canada

NOM : GHERSI

PRÉNOM : Gérard

ADRESSE POSTALE: Université Laval
Département d'économie rurale
Pavillon Comtois
Sainte-Foy (Québec)
G1K 7P4

RESUMÉ:

La consommation alimentaire des Canadiens a atteint hors de tout doute, le stade de la consommation de masse. Deux tendances fondamentales traduisent ce phénomène. D'une part, le Canadien moyen accorde une part de plus en plus importante de son budget alimentaire aux consommations hors domicile traduisant ainsi une certaine aisance financière, voir une situation de richesse de masse. D'autre part, au sein du mode alimentaire dominant, les produits d'origine animale connaissent depuis le début des années 60 une importance croissante aussi bien au niveau de leur apport énergétique qu'au niveau de l'importance qu'ils occupent dans le budget alimentaire des ménages. Ce qui renforce ces observations, est sans nul doute le fait que la consommation alimentaire a atteint vers le milieu des années 70 un niveau de saturation tant en volume qu'en calories. Cette dernière semble s'être stabilisée depuis lors et affiche même une tendance à la baisse, traduisant les préoccupations des consommateurs en matière de santé.

Toutefois, à la lumière d'une analyse méthodologique plus détaillée des comportements et des régimes alimentaires au Canada, il ressort d'importantes disparités dans le niveau et la qualité des consommations alimentaires qui composent les régimes des différentes catégories sociales. Dans une perspective strictement économique, l'allocation du budget alimentaire en ce qui concerne les dépenses à domicile, hors domicile ou totales varie sensiblement entre les ménages regroupés sur la base de certaines de leurs caractéristiques économiques, démographiques et sociales. Il semble que l'organisation des budgets alimentaires affecte directement les choix alimentaires de ces groupes et

par conséquent, la qualité de leurs régimes. Aussi, observe-t-on des écarts importants entre les catégories sociales même lorsque celles-ci sont comparées sur la base d'un indice qui permettent de rendre homodène la structure démographique des familles. Ces écarts ce perçoivent à l'étude de l'origine des calories consommées, de la ration protéique globale, du coût des calories consommées de même qu'au niveau de la valeur énergétique globale de leur régime.

En combinant les disparités observées dans les dépenses alimentaires à celles des apports énergétiques globaux, on constate d'importantes différences dans le coût des calories consommées par les différents ménages. Le coût de la calorie consommée augmente avec le niveau de revenu des ménages et le degré de participation des conjoints au marché du travail. A l'inverse, il existe une relation entre la baisse du coût des calories consommées et l'augmentation de l'âge du chef de ménage et de la taille des unités de consommation.

Cette recherche fait clairement ressortir, que même dans une société de consommation de masse qui a atteint un niveau de satiété, il subsiste des disparités alimentaires importantes. Il devient dès lors essentiel de tenir compte de ces disparités pour prévoir les changements globaux dans les comportements alimentaires, et surtout pour mettre en place des politiques efficaces qui visent vraiment les groupes de population vulnérables. La "mesure" qualitative de la consommation alimentaire revêt une importance toute particulière, non seulement dans l'optique de la restructuration de certains programmes sociaux, mais aussi dans un contexte de veillissement de la population. Ces informations sont également essentielles pour déterminer l'ampleur, et le type de demande que doivent et devront satisfaire les producteurs et les fabricants canadiens d'aliments dans un avenir plus ou moins rapproché.

TITRE DE LA CONFÉRENCE: Analyse structurelle comparée de la production laitière canadienne, américaine et européenne.

NOM : Lebeau,

PRÉNOM : Serge

ADRESSE POSTALE: local 4318, F.S.A.A., Pavillon Paul-Comtois, Université Laval, Sainte-Foy, G1K 7P4

RÉSUMÉ:

Périodiquement, on s'interroge sur l'efficacité du secteur de la production laitière au Canada.

La performance du secteur primaire, le droit de produire, la monnayabilité des quotas sont les cibles les plus souvent visées soit par les opposants du système de contingentement laitier au Canada, ou plus récemment par un nombre grandissant d'intervenants du monde agricole qui tentent d'évaluer l'impact de la libéralisation des échanges canado-américains sur la structure de notre secteur primaire agricole.

La recherche que nous avons déjà débutée et qui a pour but de déterminer la capacité concurrentielle actuelle et future du secteur de la production laitière québécoise par rapport à ses concurrents actuels et à venir, s'inscrit bien dans les préoccupations du milieu agricole et de ses intervenants.

Nous nous proposons par cette recherche d'établir un portrait de la situation actuelle de plusieurs économies laitières (productions) comparables entre elles (Québec, Ontario, états de New York, Wisconsin, Minnesota, Californie, Angleterre, France) ainsi que de mesurer la distance parcourue et le rythme de changement des dix dernières années.

Nous définirons à partir de la théorie et de la pratique, les principaux déterminants de l'évolution du secteur qui nous intéresse. Les facteurs suivants seront retenus:

1) Données structurelles: concentration, spécialisation, taille
2) Coûts de production: structure des coûts ... salarisation
3) Efficacité technique et financière: adoption des technologies
4) Environnement institutionnel: encadrement politique et règlementaire, syndical, fixation du prix et rapports des marchés.

En comparant la situation et l'évolution de la production et des entreprises laitières au Québec, au Canada, aux Etats-Unis et au sein de la CRE, les intervenants du réseau primaire québécois seront en mesure d'intervenir plus adéquatement sur le maintien ou les modifications éventuelles de la politique laitière canadienne et sur la structure du secteur par des politiques, des règlements et des interventions de marché mais aussi en promouvant des changements techniques, technologiques et en stimulant la formation.

TITRE DE LA CONFÉRENCE: Phénomène du dépérissement des érablières au Québec; une mesure économique de la réduction de la capacité de support du milieu aux activités acéricoles

NOM : Muzzi

PRÉNOM : Patrick

ADRESSE POSTALE: 113, rue St-Georges ouest
Lévis (Québec)
G6V 4L2

RÉSUMÉ:

La recherche appliquée au phénomène actuel de dépérissement des érablières ne fait pas encore l'unanimité notamment quant aux causes probables.

Malgré cette incertitude, il s'avère important que l'on puisse tenter dès à présent de rendre rigoureusement compte des impacts potentiels de ce phénomène sur des activités productives spécifiques. En dépassant les notions traditionnelles de l'analyse économique de l'environnement et en s'appuyant sur un concept emprunté aux biologistes, nous avons tenté d'apporter un éclairage à ce problème.

Le paradigme de la capacité limite d'un milieu à soutenir une activité productive particulière est proposé pour modéliser la situation d'un échantillon d'érablières servant à la production acéricole. Celles-ci furent sélectionnées de façon aléatoire au sein de trois zones définies sur la base des résultats des inventaires aériens effectués annuellement par le ministère de l'Energie et des Ressources (MER).

Les résultats obtenus indiquent entre autres que les acériculteurs perçoivent un accroissement de l'intensité du dépérissement des érablières, perception qui correspond aux mesures du MER. Toutefois, l'utilisation du potentiel productif pour fin de production de sirop ne semble pas être statistiquement liée à ce dépérissement. Le phénomène est bel et bien présent dans la perspective de l'acériculture, mais ses effets ne se traduisaient pas encore au moment de l'enquête (janvier 1987) par une modification importante de la capacité de support. Ainsi, la réduction du nombre d'entailles entre 1981 et 1986, qui serait attribuable à la constatation de signes majeurs de dépérissement, ne s'était manifestée que chez un peu moins de 20% des exploitations acéricoles enquêtées. Néanmoins nous constatons que le ratio d'utilisation du potentiel productif (nombre d'entailles/nombre d'entailles potentielles) a lui augmenté sur la période étudiée. La question suivante doit alors être soulevée: l'acériculture est-elle en train de péricliter dangereusement, mais imperceptiblement?

L'aspect imperceptible économiquement des effets du dépérissement des érablières tient, à notre avis, dans la particularité des entreprises de ce secteur. La taille relativement petite des exploitations, qu'amplifie l'aspect saisonnier de l'activité fait en sorte que la majorité des unités n'a jamais véritablement visé l'efficience économique. Donc, on a toujours entaillé en fonction de besoins ponctuels et non pas en fonction des capacités de ce qu'une érablière pouvait techniquement produire. Cette notion de limite ou de contrainte technique semble, jusqu'à l'heure actuelle du moins, hors des préoccupations, ce qui nous amène à affirmer qu'il existe peut-être un tampon de sécurité entre le potentiel de production et l'actuel niveau d'utilisation, retardant le moment où les effets du dépérissement se manifesteront par une réduction forcée du nombre d'entailles.

Cette particularité remet en cause la pratique traditionnelle d'évaluation économique où l'on doit dorénavant centrer l'analyse sur le potentiel affecté plutôt que sur la manifestation visible. L'étude de la capacité d'absorption du milieu, c'est-à-dire de la valeur du différentiel entre l'effet actuel et l'effet potentiel, constitue à notre avis une piste de recherche à privilégier dans l'avenir pour ce type de problème.

TITRE DE LA CONFÉRENCE: Formation supérieure et relève agricole: une antinomie ?

NOM : LALIBERTE

PRÉNOM : G-Raymond

ADRESSE POSTALE: Bureau 1212 , Dép. d'admin. et politique scolaires
Faculté des Sciences de l'éducation
Université Laval

RÉSUMÉ: J'ai l'intention de présenter sur grands tableaux visuels les deux ensembles de données que je joins à la présente. (En passant, j'aurais alors besoin d'un moyen quelconque de les suspendre ou de les suppoerter sans avoir à les tenir en mains.)

A partir de ces données, où je mettrais en évidence les éléments les plus signifiants en soi et par comparaison entre les quatre catégories utilisées, je reprendrais le questionnement suggéré au moment de mon inscription,

notamment :

1) Faut-il continuer de se désoler du fait que le degré et le type de formation acquis par les membres masculins surtout de la relève agricole francophone du Québec continuent de ne pas correspondre à ce que la plupart des chercheurs en économie agricole du Québec souhaitent leur voir acquérir ?

2) Faut-il plutôt vivre avec cette réalité, qui est de toutes façons meilleure que celle de la génération précédente ?

3) Faut-il encore travailler à changer les "stratégies" actuelles de motivation, qui ne semblent pas plus efficaces pour les enfants d'agriculteurs qu'elles ne le sont pour les enfants de milieux populaires ou ouvriers ?

4) Faut-il, dans une toute autre perspective, changer les stratégies de recrutement et se tourner consciemment vers les enfants de familles plus scolarisées, même si elles ne sont pas agricultrices ?

5) Faut-il plutôt, ou encore concurremment, se tourner davantage vers les femmes agricultrices plutôt que les garçons jeunes ?

6) Faut-il, en conséquence de ces deux dernières options, changer radicalement les stratégies de transfert de fermes ?

Toutes ces questions sont issues des données accumulées à l'occasion de notre recherche de 1986. Je n'ai pas l'intention d'y répondre moi-même, mais je crois qu'elles posent une série de problèmes aux auteurs et conseillers des politiques agricoles québécoises.

	% des parts détenu	Origine agricole	Scolarité principale	popul. québ. de 15 à 44 ans	père agriculteur
				(hommes)	
PRODUCTEURS	81 à 100% = 49.8		primaire = 2%	11.9%	81.3%
(de 18 à 39 ans)	41 à 60% = 19.0	91%	Sec. gén. = 48.2%	57.7%	14.5%
N 312	20 à 40% = 21.7		Sec. prof. = 31.2%		
% 65	aucune = 3.3		(décroch. = 33.2%)		
			Coll. gén. = 5%	24.0%	4.2%
			Coll. prof. = 9.3%		
			Univers. = 4.3%	18.2%	
				(femmes)	
CONJOINTES	81 à 100% = 4.0		primaire = 1.2%	13.4%	
(mêmes âges)	41 à 60% = 8.4	47%	Sec. gén. = 29%	62.7%	
N 252	20 à 40% = 10.8		Sec. prof. = 40%		
% 69	aucune = 69.0		(décr. = 14%)		
			Coll. gén. = 4%	23.8%	
			Coll. prof. = 18%		
			Univers. = 8.6%	13.5%	
	(toutes)	(toutes)	(toutes)		
PRODUCTRICES	81 à 100% = 17.5		primaire = 3.8%	13.4%	
(mêmes âges)	41 à 60% = 40.4	51%	Sec. gén. = 24.5%	62.7%	
N 31	20 à 40% = 31.6		Sec. prof. = 28.3%		
% 59	aucune = 1.8		Coll. gén. = 7.5%	23.8%	
			Coll. prof. = 28.3%		
			Univers. = 7.5%	13.5%	
	(tous)	(tous)	(tous)		
CONJOINTS	81 à 100% = 10.6		primaire = 9.1%	11.9%	
(mêmes âges)	41 à 60% = 40.4	70%	Sec. gén. = 27.3%	57.7%	
N 15	20 à 40% = 4.3		Sec. prof. = 36.4%		
% 38	aucune = 17.0		Coll. gén. = 0%	24.0%	
			Coll. prof. = 13.6%		
			Univers. = 13.6%	18.2%	

	Formation complémentaire	Modes non-scolaires de formation	Utilité
PRODUCTEURS (tous)	cours aux ad. : en agric. = 48.9% (les + scolar.) dans un autre domaine = 30.2% cours par corr. : en agric. = 13.1%	stages = 14.8% travail sur la ferme familiale = 85.3% Emploi hors ferme = 54.6% Participation professionnelle = 87.9% (3.1 organ.) Conseillers princ. : MAPAQ = 39.3% Vendeurs = 19.2% Fam., vois. = 14.7% Repr. d'org. = 11.2% Ress. scol. = 8.2%	Personne la + utile : Fam., vois. = 71.3% Formation la + utile Discussions = 23.9% Trav. sur f. = 20.4% Etudes pl. t. = 14.1% cours aux ad. = 10.3%
CONJOINTES (toutes)	cours aux ad. : en agric. = 22.1% dans un autre domaine = 41.0% cours par corr. : en agric. = 12.1%		Personne la + utile : conjoint = 71.1% Formation la + utile Discussions = 29.6% Trav. sur f. = 15.1% Lect., émiss. = 12.8%

LES BESOINS DE RECHERCHE DES ANNÉES À VENIR

Atelier d'information présenté le 26 octobre 1988

dans le cadre de la Journée sur la recherche

en économie et en gestion agricoles

TITRE DE LA CONFÉRENCE:

LES BESOINS DE RECHERCHE DES ANNEES A VENIR

NOM : Bergeron

PRÉNOM : Michel-Pierre

ADRESSE POSTALE: 100, avenue des Commandeurs
Lévis (Québec)
G6V 7N5

RÉSUMÉ:

Le Mouvement Desjardins, par sa nature, se préoccupe de la situation socio-économique de ses membres. Au-delà de 50% du financement consenti aux entreprises agricoles du Québec l'a été par Desjardins.

Un phénomène qui s'accentue, depuis quelques années, retient notre attention. Il s'agit des difficultés rencontrées par la relève pour s'établir en agriculture.

Le Mouvement Desjardins s'interroge sur la valeur marchande des entreprises agricoles et sur les causes et conséquences de cette valeur élevée. N'y aurait-il pas une solution qui permettrait d'établir la valeur d'une entreprise, selon sa capacité à produire un revenu net? Cette solution ne devrait-elle pas permettre également aux agriculteurs d'accumuler un fonds de pension à même les revenus générés par l'entreprise, afin qu'ils soient plus indépendants du gain en capital?

La conservation des ressources et la protection de l'environnement s'ajoutent aux préoccupations de Desjardins, comme institution coopérative financière. La gestion des ressources naturelles commande, aux jeunes de la relève en particulier et à l'ensemble des agriculteurs, un type d'exploitation qui se fera en harmonie avec leur environnement. Le milieu de la recherche, en collaboration avec la population agricole et les différents intervenants du milieu, devra s'arrêter à ce problème, afin de développer des modes d'intervention et de production qui permettront aux agriculteurs et, tout particulièrement aux jeunes de vivre de l'agriculture tout en respectant l'environnement.

Malgré les efforts très louables, effectués jusqu'à maintenant, pour permettre aux jeunes qui s'établissent en agriculture de le faire avec une meilleure formation, nous constatons qu'il y a place à amélioration. Nous croyons qu'il faut poursuivre les efforts et peut-être s'adapter aux conditions particulières de cette clientèle. Mais entre-temps, peut-on combler cette lacune en formant et en perfectionnant les conseillers en économie et en gestion, oeuvrant auprès des agriculteurs?

TITRE DE LA CONFÉRENCE: Journée sur la recherche en économie et en gestion.

NOM : Saint-Pierre

PRÉNOM : Michel R.

ADRESSE POSTALE: Régie des assurances agricoles du Québec
113, rue Saint-Georges Ouest
Lévis (Québec)
G6V 4L2

RÉSUMÉ:

La Régie des assurances agricoles du Québec est un assureur de type public qui offre aux agriculteurs du Québec des programmes d'assurance contre les risques climatiques et économiques. Au-delà de ce rôle d'intervenant après coup lorsqu'il y a dommages à indemniser, la Régie considère que le domaine de la prévision des risques ainsi que celui de la réduction de ceux-ci font partie intégrante de sa mission d'organisme.

Cela l'a amenée à privilégier deux grands axes de recherche en agro-économie soit:

1. L'étude de son environnement et l'analyse des phénomènes autant économiques que climatiques qui influent sur la santé financière des entreprises agricoles.

   A ce chapitre, sa démarche consiste à:
   - élaborer des méthodologies permettant de mesurer plus précisément les coûts de production;
   - tenter de mieux comprendre les mécanismes de détermination des prix des produits agricoles au Québec dans le but de développer des modèles servant à la prévision à moyen et long termes;
   - utiliser des technologies de pointe comme la télédétection afin de mieux évaluer le potentiel réel de chaque région. A ce chapitre, la Régie s'intéresse depuis deux ans à la géomatique en vue de constituer une base de données à référence spatiale. Cette base de données combinée à la télédétection devrait permettre notamment une meilleure utilisation du potentiel agricole, une meilleure connaissance des phénomènes agro-climatiques ainsi qu'une évaluation plus précise d'une récolte en cours ou de dommages à celle-ci.

2. Analyse des impacts des assurances agricoles

   Ce sont des facteurs comme le coût croissant de telles mesures d'assistance ainsi que les effets des diverses politiques agricoles sur la conjoncture économique locale et extérieure qui justifient cette préoccupation grandissante.

   A ce chapitre, les recherches agro-économiques devraient viser à:
   - caractériser l'évolution de la structure des entreprises couvertes par les régimes d'assurance-stabilisation;
   - évaluer l'effet possible de ces régimes sur le niveau et l'évolution des prix des volumes de production et des revenus agricoles;
   - évaluer les niveaux de protection effectifs des produits agricoles au Québec et prévoir les effets possibles des propositions de libéralisation du commerce sur l'agriculture québécoise.

Pour la Régie des assurances agricoles ces thèmes de recherche apparaissent à ce point prioritaires qu'elle a initié divers projets d'abord par ses ressources internes mais également avec des partenaires qui partagent avec elle certaines de ces préoccupations. Ainsi, elle a signé avec le département d'agro-économie de la Faculté d'agriculture et d'alimentation de Laval un protocole de recherche prévoyant des recherches conjointes et des échanges de chercheurs. Il s'agit d'un bel exemple de rapprochement entre les professionnels voués à la recherche et d'autres aux prises avec les problèmes quotidiens visés par cette recherche.

TITRE DE LA CONFÉRENCE: Notes sur les besoins de recherche en en économie rurale

NOM : Lavoie

PRÉNOM : Jean-Yves

ADRESSE POSTALE: 200-A, chemin Ste-Foy
Québec (Québec)
G1R 4X6

RÉSUMÉ:

Les besoins de recherche en économie et en gestion agricoles sont nombreux. Les plus importants ou prioritaires peuvent être définis en fonction des défis que l'agro-alimentaire québécois aura à relever dans un proche avenir en relation avec les objectifs de développement visés.

Les plus importants défis à relever au cours des prochaines années sont:

1. rétrécissement de la demande et ouverture des marchés mondiaux;
2. assurer la qualité des produits et répondre aux goûts des consommateurs;
3. s'adapter à la nouvelle technologie;
4. redéfinition du rôle de l'État (obligations internationales);
5. assurer la protection de l'environnement.

D'autre part, l'objectif de tous les intervenants du monde agricole est de développer un secteur agricole rentable, efficace, dynamique, capable de s'adapter aux conditions de marché et autonome.

Les champs vers lesquels la recherche et la réflexion devraient être prioritairement réalisés sont les suivants:

1. Économie de la production

- mise au point de nouvelles méthodologies pour l'évaluation des coûts de production selon les performances technico-économiques;
- développement d'outils de gestion, de formation et de vulgarisation plus efficaces et mieux adaptés aux besoins des agriculteurs;
- l'avenir de la ferme familiale comme entité de production future; les modèles à favoriser;
- etc.

2. Économie des filières

- analyse des mécanismes de mise en marché: les enchères, la bourse, etc.;
- analyse des effets de la gestion de l'offre et des alternatives concernant l'allocation et le transfert de quotas;
- la compétitivité des intervenants (producteurs, transformateurs et distributeurs) au plan national et international et de leur capacité d'adaptation;
- etc.

3. Analyse des politiques

- mise au point de modèles d'analyse qui permettraient de mesurer les effets de politiques agricoles québécoises, canadiennes et d'autres pays sur le secteur agricole québécois;
- analyse des principaux secteurs à privilégier et à développer;
- analyse des moyens d'intervention à privilégier dans un contexte de rareté de ressources;
- analyse de concepts ou méthodes pour assurer l'équité des interventions fédérales dans le secteur agricole canadien;
- etc.

Les prochaines décennies seront déterminantes pour le secteur agricole québécois. Les efforts de recherche qu'il faudra réaliser pour assurer le développement harmonieux de ce secteur sont importants et ils devront être soutenus par tous les intervenants du monde agro-alimentaire.

Gouvernement du Québec
**Ministère de l'Agriculture,
des Pêcheries et de l'Alimentation**